

Les anti-Brexit donnent de la voix

- La voix des opposants à la position du gouvernement britannique se fait de plus en plus entendre.
- Certains veulent encore croire qu'une marche arrière totale est possible.
- Au sein de l'équipe de Theresa May, les divisions sont abyssales.

“Pas de sur-mesure pour la City”

Michel Barnier, le négociateur en chef de l'Union européenne, a prévenu, ce 19 décembre, qu'un accord commercial ne concernant que les services financiers n'existait pas.

Un coup dur pour le gouvernement britannique, qui tente de définir les contours des relations commerciales que le pays veut entretenir avec l'UE après le Brexit.

Une réponse claire aux propos du ministre chargé de la sortie de l'UE, David Davis, qui a émis l'idée d'un accord similaire au Ceta version “plus, plus, plus”.

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Le Brexit n'est plus inéluctable. Le vote la semaine dernière de la Chambre des Communes pour obliger le gouvernement à attendre l'accord du parlement avant de pouvoir adopter la loi de retrait de l'Union européenne, a ouvert une brèche dans le processus du Brexit. Et des députés s'y sont rapidement précipités. A leur tête, l'ancien grand espoir du parti travailliste Chuka Umuna. Jusqu'alors, le député du sud de Londres s'appuyait sur des explications économiques pour justifier “la nécessité de rester dans le marché unique et l'union douanière”. Il n'y voyait pas là une perversion du vote de 51,9 % des Britanniques en faveur d'une sortie de l'UE: “Ce ne serait pas forcément trahir les électeurs car ils n'ont jamais précisé lors de leur vote ce que sortir de l'UE signifiait !” Il assurait en revanche être totalement opposé à la tenue d'un second référendum.

La semaine dernière, ce “blairiste” convaincu, proche du milieu des affaires, est allé plus loin. Il a engagé les autres députés à “rester ouverts sur ce qu'il se passera à la fin du processus actuel. Il n'y a rien d'inévitable à propos du Brexit. Nous ne sommes pas légalement obligés de le faire”. Il reprenait l'avis énoncé juste après le vote par un autre député travailliste, David Lammy, qui avait appelé ses collègues à “arrêter cette folie et à mettre fin à ce cauchemar [...] Le référendum n'avait qu'un rôle consultatif, nous n'avons pas à suivre son résultat”.

Pas contraignant

“Le référendum peut n'être qu'une indication de l'opinion publique mais, dans une démocratie parlementaire, il ne peut pas faire changer les choses”, explique Peter Catterall, professeur de sciences politiques à l'université de Westminster. “Les députés peuvent se sentir politiquement liés au résultat du référendum mais ils ne sont pas constitutionnellement obligés de l'être.”

L'enclenchement de l'article 50 par Theresa May, le 29 mars dernier, serait-il plus contraignant ? L'ancien diplomate britannique John Kerr, qui fut membre de la convention européenne chargée de sa rédaction, a assuré lors d'une conférence le mois dernier que non. “Le traité offre de nombreuses options et notamment la possibilité de reprendre la lettre (enclenchant l'article 50,

Ndlr) envoyée par la Première ministre.” Et même si Michel Barnier a assuré que les Vingt-sept devraient donner leur accord à un tel scénario, l'avocat Jo Maugham, réputé pour son engagement contre le Brexit, estime de son côté que “ce n'est pas parce que c'est la position de l'UE depuis longtemps que c'est exact. Nous devons la tester devant une cour de justice”. Ce devrait être bientôt le cas.

Quatre députés travaillistes soutiennent sans équivoque la cause de Chuka Umuna : Chris Leslie, Neil Kinnock et David Lammy, trois éminents “blairistes”, et Heidi Alexander, qui n'est, elle, pas considérée comme faisant partie de l'aile droite du parti. Ils ont également le soutien des douze députés libéraux-démocrates et des trente-cinq députés du Parti national écossais. Sont-ils assez nombreux pour pouvoir bloquer le Brexit ? Pas pour le moment. En particulier parce que la plupart des sondages d'opinion n'exposent qu'un léger mouvement en faveur du maintien dans l'UE. Seul le plus récent d'entre eux, publié le 8 décembre, a montré un retournement important : 51 % des sondés resteraient dans l'UE, 41 % en partiraient et 8 % demeurent indécis.

Alors que les électeurs restent globalement sur leurs positions, les députés sont gagnés un à un par une option plus modérée : demeurer au sein de l'union douanière, voire du marché unique. Au moins une vingtaine de députés conservateurs y sont fortement favorables, dont la plupart de ceux qui ont voté la semaine dernière contre leur parti. Ils pourraient très prochainement recevoir le soutien de la direction du parti travailliste. Selon le quotidien “The Times”, celle-ci officialisera très prochainement sa volonté de maintenir le pays au sein de l'union douanière.

Ce retournement de situation est considérable au regard du passé très anti-UE de son dirigeant Jeremy Corbyn. L'ancien marxiste a sans aucun doute été influencé par le discours récurrent des syndicats, qui craignent la dégradation de la protection des travailleurs. Surtout que le tabloïd “The Sun” s'est réjoui le week-end dernier de l'abrogation, présentée comme un fait accompli, par Londres, de la directive européenne qui limite la durée du travail hebdomadaire à 48 heures. Selon lui, cette limitation “coûte à une famille moyenne £1 200 (1 400 euros) par mois en salaire perdu” et favorise l'embauche de travailleurs étrangers.

Theresa May reste sous la pression des Brexiters

Le gouvernement britannique veut paraître uni. Suite à la tenue de sa première réunion mardi, destinée à décider de sa stratégie pour les futures négociations commerciales avec l'Union européenne, la Première ministre Theresa May a tenu à préciser que *"l'objectif du cabinet est clair: un accord qui assure les meilleures conditions commerciales avec l'UE, permet au Royaume-Uni d'établir des règles adaptées à sa situation et facilite des accords commerciaux ambitieux avec des pays tiers"*. Elle a insisté sur le fait que les siens chercheraient à obtenir *"un accord sur mesure"* qui serait *"significativement plus ambitieux que l'accord entre l'UE et le Canada"*.

La responsable britannique a ainsi confirmé les dires de son ministre en charge de la sortie de l'UE, David Davis. La semaine dernière, il avait claironné sa volonté d'obtenir *"un accord Canada plus plus plus"*. En plus de l'accord de libre-échange entré partiellement en vigueur le 21 septembre entre l'UE et le Canada, le compromis "sur mesure" qu'il espère pour son pays inclurait le secteur des services, notamment financiers. Interrogé sur l'opposition du négociateur européen Michel Barnier à un tel compromis, le porte-parole de Theresa May a rappelé que *"c'est le début de la phase n°2 des négociations. Vous devez vous attendre à ce que la commission établisse sa position, j'imagine que vous l'entendrez la répéter à de nombreuses reprises avant de l'entendre de moins en moins"*.

La Première ministre n'est pas allée plus loin dans le détail des discussions. Et pour cause, son gouvernement est encore divisé. Si tous s'entendent désormais pour *"viser haut"* et pour rechercher un accord commercial *"ambitieux et sur mesure"*, tous ne sont pas prêts à s'aligner sur les standards européens. Avec à leur tête le ministre des Affaires étrangères Boris Johnson, les "Brexiters" radicaux estiment que le Royaume-Uni pourra se satisfaire d'une économie tournée vers ses futurs partenaires commerciaux et que le pays ne doit donc pas accepter toutes les demandes européennes. Ils affirment que s'éloigner du modèle économique et social européen, historiquement protecteur par rapport au reste du monde, rendrait plus aisée la signature d'accord de libre-échange. L'ancien maire de Londres a ainsi frappé fort en déclarant que *"si nous devions répliquer les lois européennes, même les partisans du maintien dans l'UE nous demanderaient: Pourquoi êtes-vous sortis de l'UE? Parce que nous serions passés du statut d'Etat membre à celui d'Etat vassal"* de l'UE. Theresa May a fait un sérieux pas en leur direction en assurant que *"nous sortirons de l'UE le 29 mars 2019. Nous quitterons donc la politique commune de la pêche et la politique agricole commune à cette date"*.

Position ambiguë

La majorité de ses ministres pencherait pour un maintien des normes européennes, qui permettrait de faciliter le commerce post-Brexit entre le Royaume-Uni et les Vingt-sept. Leur analyse se base sur la réalité actuelle de l'économie et du commerce national, majoritairement tourné vers l'UE. Par ailleurs, comme l'a révélé un rapport publié mardi par l'université de Birmingham, *"le Royaume-Uni est 4,6 fois plus exposé que le reste de l'UE - avec la majorité des pays européens ne faisant face à quasiment aucun contrecoup -, ce qui signifie qu'en termes économiques le Royaume-Uni est en très faible position de négociation"*. Preuve néanmoins de l'ambiguïté des positions de chacun, le meneur de cette frange, le chancelier de l'échiquier Philip Hammond, avait prévenu le mois dernier de sa volonté de créer un nouveau régulateur en charge de l'innovation.

T. de B., à Londres